



**POUVOIR ADJUDICATEUR
(ORGANISME CONTRACTANT)**

**CAF DE LA SEINE SAINT DENIS
52 RUE DE LA REPUBLIQUE
93000 BOBIGNY**

(ORGANISME DE DROIT PRIVE CHARGE DE LA GESTION D'UN SERVICE PUBLIC)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

OBJET DE LA CONSULTATION N° 08/2025

**TRAVAUX DE FAUX-PLAFONDS DESTINÉS
AUX DIFFÉRENTS LOCAUX
DE LA CAF DE LA SEINE-SAINT-DENIS**

Accord-cadre à bons de commandes passé par procédure adaptée en application des dispositions des articles L2123-1, du 1° de R2123-1, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique.

Date d'établissement : 18/06/2025

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET	3
ARTICLE 2 : CRITERES DE CHOIX DES PLAFONDS	3
ARTICLE 3 : CONTENU DES TRAVAUX	4
ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX	5
4.1 : Nature et étendue des travaux	5
4.2 : Conduite des travaux	5
4.3 : Etablissement d'états des lieux	5
4.4 : Organisation des interventions	5
4.5 : Pluralité et origine des fournitures	6
4.6 : Personnel d'exploitation	6
4.7 : Accès aux locaux, gardiennage	7
4.8 : Horaires de travail pendant et en dehors des heures ouvrables	7
4.9 : Nettoyage du chantier	8
4.10 : Liaisons avec le Titulaire	8
4.11 : Liaisons avec les autres corps d'état	8
ARTICLE 5 : DÉSIGNATION DES LOCAUX	8
ARTICLE 6 : MESURES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ	9
6.1 : Mesures d'ordre social	9
6.2 : Mesures particulières d'hygiène et de sécurité	9
ARTICLE 7 : VERIFICATIONS DES TRAVAUX	9
ARTICLE 8 : DOCUMENTS À PRODUIRE	10
ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES OUVRAGES	10
ARTICLE 10 : EXIGENCES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE	11
10.1 : Prescriptions en matière environnementale	11
10.2 : Mise en œuvre d'une clause sociale	11
ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
11.1 : Obligations particulières	11
11.2 : Obligations de conseil	12

ARTICLE 1 : OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) fixe les conditions et les modalités techniques d'exécution de l'accord cadre à bons de commande que l'Organisme contractant entend passer avec le titulaire pour **la réalisation de travaux de faux plafonds destinés aux différents locaux de la Caf de la Seine-Saint-Denis.**

L'accord cadre passé implique en permanence une obligation de résultat pour les travaux exécutés et assurer le fonctionnement des installations et équipements concernés, c'est-à-dire qu'il devra livrer à l'organisme contractant l'ensemble des ouvrages ou installations en complet et parfait état de finition ou de fonctionnement, en conformité avec la législation, la réglementation, les règles de l'Art et les prescriptions du présent document ainsi que les règles élémentaires de l'esthétique et suivant les meilleures techniques en usage.

Le détail et les modalités des travaux à effectuer figurent ci-après.

ARTICLE 2 : CRITERES DE CHOIX DES PLAFONDS

Un faux plafond s'entend comme une paroi horizontale supérieure apparente. La mise en œuvre des plafonds suspendus (« faux-plafonds ») devra répondre à la norme NF P 68-203 (DTU 58.1).

Le choix d'un plafond doit être fait en fonction du rôle que l'on souhaite lui voir remplir.

- ASPECT FONCTIONNEL

- Possibilité d'accessibilité au plénum.

- En rénovation : les plafonds suspendus peuvent cacher les fissures, les taches et les défauts sur d'anciens plafonds en plaque de plâtre vissée, ils sont plus simples, plus rapides et moins chers à installer, enlever et nettoyer.

- ASPECT ESTHETIQUE

Elément décoratif à base de matériaux variés et de formes diverses (état de surface, dimensions, système de suspension).

- ROLE D'ISOLATION :

Les plafonds jouent un double rôle en matière d'isolation. Ils participent à l'isolation thermique et à l'isolation acoustique d'un bâtiment

- ROLE DE PROTECTION :

Le plafond peut participer à la protection contre le feu soit grâce à la réaction au feu du plafond suspendu lui-même, soit par la résistance au feu de l'ensemble plafond-plancher.

Protection contre l'humidité : Résistance à l'eau et aux agents agressifs, etc.

- AUTRES CRITERES DE CHOIX

- Résistance aux chocs et « démontabilité » :

Le plafond doit pouvoir supporter sans dommage les chocs courants, ainsi que les déposes et reposes des dalles nécessitées par la maintenance des différents éléments situés dans le plénum. Des plafonds aisément démontables permettent un accès aux réseaux (électricité, informatique, plomberie, etc.) situés dans le plénum et un remplacement facile des dalles éventuellement endommagées.

- Réflexion à la lumière : optimisation de la réflexion à la lumière, économies d'énergie. Le plafond doit avoir un coefficient de réflexion à la lumière égal ou supérieur à 70 % pour un local avec un éclairage direct.

Afin d'assurer une bonne luminosité avec un éclairage indirect le plafond doit avoir un coefficient de réflexion à la lumière d'au moins 80 %.

- Conductivité : pour les plafonds chauffants, le film chauffant est collé sur un panneau isolant thermique. Le panneau chauffant est posé au-dessus des plaques de plâtres spécifiques.
- Entretien : la surface du plafond doit supporter le nettoyage à l'aspirateur et à l'éponge humide.

ARTICLE 3 : CONTENU DES TRAVAUX

Les travaux comprendront, d'une façon générale :

- La fourniture, le transport et la mise en œuvre de tous les matériaux, produits et composants de construction nécessaires à la réalisation parfaite et complète de tous les ouvrages,
- L'établissement des plans d'exécution, des plans de réservations et des plans de chantier,
- Tous les percements, saignées, rebouchages, scellements, raccords, etc.,
- Toutes les fixations par tous les moyens de ses ouvrages,
- Tous les échafaudages, agrès, engins ou dispositifs de levage (ou de descente) nécessaires à la réalisation des travaux,
- La main d'œuvre et les fournitures nécessaires pour toutes les reprises, finitions, vérifications, réglages, etc., de ses ouvrages en fin de travaux et après réception,
- La mise à jour ou l'établissement de tous les plans,
- "DOE" pour être remis au maître d'ouvrage à la réception des travaux. Les instructions et mode d'emploi écrits, concernant le fonctionnement et l'entretien des installations et équipements,
- Dépose faux plafond et dalles de toute nature (fixe ou démontable) y compris suspentes et fixations,
- Dépose de l'isolation thermique associée le cas échéant,
- Protection des ossatures existantes conservées,
- Remplacement de dalles de faux-plafond minéral,
- Fourniture et mise en œuvre de dalle de faux-plafond de toute nature,
- Protection des ouvrages adjacents : les murs et cloisons conservés ne devront subir aucune détérioration,
- L'enlèvement de tous les gravois de ses travaux et le nettoyage après travaux,
- Evacuation à la décharge agréée suivant tri,
- Le plafond sera composé de substrat minéral bio-soluble non nocif suivant la directive européenne 97/67/69 EC,
- Le produit pourra supporter une charge supplémentaire de 3 kg/m² uniformément répartie et intégrer divers petits matériels (spots basse tension, têtes de sprinkler...).

Mode de métré : Au mètre carré

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'EXECUTION DES TRAVAUX**4.1 : Nature et étendue des travaux**

Les principaux travaux de faux-plafonds susceptibles d'être commandés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, sont indiqués dans l'annexe 1 de l'Acte d'engagement (Bordereau de prix). Ces travaux devront respecter les normes techniques en vigueur et les règles de l'art, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre. D'autres travaux de même type ne figurant pas au bordereau pourront être commandés après établissement d'un devis.

Les matériels, produits et matériaux fournis par le Titulaire devront être neufs, de marques, efficaces, et avoir reçu l'accord des services techniques de l'Organisme contractant avant tout début de mise en œuvre.

Aucun travail, ni aucune fourniture ne seront rémunérés :

- s'ils n'ont pas fait l'objet d'une commande préalable,
- si cette commande n'émane pas directement du Directeur général de l'Organisme contractant ou de son délégué,
- s'il résulte, sans contestation possible, que les règles techniques ou de l'art n'ont pas été respectées par l'entreprise.

4.2 : Conduite des travaux

La conduite des travaux est assurée par un représentant de l'organisme, lequel sera chargé de diriger l'exécution des opérations, d'en proposer la réception et le règlement, ainsi que d'assurer par ses directives le suivi technique des travaux et prestations.

4.3 : Etablissement d'états des lieux

Un état des lieux sera établi contradictoirement avant le commencement des travaux ainsi qu'à la fin de l'ouvrage. Ces deux états seront formalisés chacun par un procès-verbal qui sera opposable au Titulaire, ce dernier étant responsable des éventuelles détériorations qui lui seraient imputables durant l'exécution des obligations.

L'entreprise doit la protection des ouvrages existants. C'est ainsi que tout dommage causé aux installations, équipements, plafonds, revêtements muraux et sols, qui serait constaté au cours ou en fin d'intervention, sera mis à la charge du Titulaire. Ce dernier devra aussitôt réparer ou faire réparer les dommages. À défaut, les réparations seront faites aux frais de l'Entreprise, avec compensation sur les sommes à devoir et ce, sans préjudice d'application des pénalités prévues au C.C.A.P.

4.4 : Organisation des interventions

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et en général de toutes les conditions pouvant influencer sur l'exécution, le délai et le coût des travaux à exécuter. Il devra faire part par écrit de ses observations éventuelles avant le début des travaux

Les travaux effectués dans le cadre de cet accord cadre seront réalisés à la suite d'une commande délivrée par les services de la CAF. Celle-ci mentionnera le lieu et la nature des travaux à réaliser. Les bons de commandes seront transmis au titulaire par tout moyen permettant de leur donner date certaine.

Ils comporteront deux dates : la date prévisionnelle de démarrage des travaux ainsi que la date impérative de fin de travaux.

Au cas où le titulaire estime ne pas pouvoir tenir ces délais, il devra en informer l'Organisme contractant dans les 24 heures suivant la réception du bon de commande.

Avant toute intervention, le Titulaire se chargera de prendre contact avec le représentant de l'organisme contractant au minimum 48 heures avant intervention (exception faite des interventions en urgence), pour fixer si nécessaire un rendez-vous pour définir les modalités d'intervention. De même, le titulaire prendra contact après intervention avec le service concerné visé à l'article 3.1 ci-avant, chargé de vérifier la bonne exécution des travaux et qui procédera à la réception des ouvrages réalisés.

4.5 : Pluralité et origine des fournitures

1) Matériaux et fournitures employés

Les matériels de toute nature mis en œuvre par le Titulaire devront être neufs, de marques ou équivalent de types de bonne réputation, et avoir reçu l'accord des services de l'Organisme contractant avant tout début de mise en œuvre.

Pour certains matériels et fournitures, le choix du concepteur ne peut être défini d'une manière précise sans faire référence à un modèle d'une marque. Les marques et modèles dans le BPU ne sont donc donnés qu'à titre de référence et à titre strictement indicatif.

L'entrepreneur aura toujours toute latitude pour proposer des matériels et fournitures d'autres marques, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité et validés par l'organisme ou son représentant comme satisfaisant à l'emploi prévu.

Le Titulaire s'engage à signaler à l'Organisme contractant les améliorations ou modifications que doivent subir les installations et les locaux de l'Organisme contractant pour satisfaire à la réglementation en vigueur et, en particulier, en matière de sécurité et de réduction de la consommation d'énergie.

2) Matériaux et fournitures spéciaux

Les matériaux et fournitures spéciaux, répondant à des besoins bien déterminés, seront précisés sur les ordres de service.

Leur aspect ne pouvant donner une mesure précise de leurs qualités particulières ou de leur résistance, ils devront être mis en œuvre selon les indications du fabricant.

L'Organisme pourra exiger du Titulaire qu'il lui fournisse toutes justifications sur leur provenance.

3) Approvisionnements

Les livraisons devront être réceptionnées par un représentant habilité du Titulaire. A défaut, elles seront refusées.

4.6 : Personnel d'exploitation

1) Agents désignés

L'Exploitant, dont la responsabilité est permanente, fournit aux moments opportuns le personnel nécessaire à la direction, à la conduite, à la surveillance, aux contrôles et à l'entretien courant de l'ensemble des installations concernées par le présent marché.

Le personnel de l'exploitant devra présenter les qualités et compétences requises, faute de quoi l'Organisme contractant pourra exiger son remplacement sous 15 jours pour des motifs professionnels. Ce délai peut être réduit à 24 heures si le motif provient d'un non-respect des clauses du présent marché ou en cas de faute grave. L'entreprise devra présenter les justifications correspondantes à chaque demande de l'organisme.

L'emploi de travailleurs clandestins par le Titulaire ou par ses sous-traitants agréés est interdit pour l'exécution des prestations, conformément à la législation en vigueur en la matière.

2) Comportement et tenue

Le personnel de l'exploitant est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.
- aux consignes de sécurité et règles de l'Art appliquées au personnel extérieur à l'organisme qui sont imposées par les caractéristiques du bâtiment (ex : permis feu, carte d'accès, etc.) et les contraintes fonctionnelles ou acoustiques.

L'Exploitant devra doter son personnel d'exécution de vêtements de travail et de protection appropriés, conformes à la réglementation en vigueur.

4.7 : Accès aux locaux, gardiennage

Le Titulaire et son personnel auront accès aux locaux de l'Organisme contractant, suivant les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Organisme contractant et celles définies lors de l'établissement des bons de commandes (port de badges, laissez-passer, etc.) et ce, au regard des mesures de sécurité fixées ci-après. Les circulations ou issues ne devront pas être encombrées par les produits ou matériels du Titulaire. Les entrées et les sorties du personnel et du matériel seront contrôlées.

Le Titulaire devra assurer le gardiennage de son ou ses chantiers pendant son intervention. Il sera seul responsable des accidents ou dommages, de toute nature qu'ils soient, qui surviendraient à son personnel, à son matériel, et à des tiers ou à leur matériel, ainsi qu'aux personnels et équipements de l'Organisme, du fait ou à l'occasion de la réalisation des travaux.

Les livraisons devront être réceptionnées par un représentant habilité du Titulaire. A défaut, elles seront refusées.

Le Titulaire devra noter que les locaux, objets des travaux, pourront être occupés par du personnel et du Public.

4.8 : Horaires de travail pendant et en dehors des heures ouvrables

Compte tenu de la densité d'occupation des bureaux et de l'impossibilité de dégager des surfaces pour l'exécution des travaux, ceux-ci seront réalisés dans des locaux meublés et occupés (personnel et public allocataire). Le Titulaire devra donc prendre toutes les dispositions pour ne perturber qu'au strict minimum l'activité de l'Organisme contractant.

De manière générale, les travaux auront lieu pendant les heures ouvrables de l'Organisme contractant, la plage horaire fixée étant de 07h30 à 18h30. De façon ponctuelle, certains travaux pourront être exécutés en dehors de ces horaires par exemple, avant 6 heures 30 ou après 21 heures 30 ou bien les samedis, dimanches et jours fériés.

Les interventions ne pourront avoir lieu, exclusivement, qu'après émission d'un bon de commande signé par l'Organisme contractant, précisant les horaires prévus pour l'intervention.

4.9 : Nettoyage du chantier

Le Titulaire devra procéder obligatoirement au dégagement et au nettoyage ainsi qu'à la remise en état des locaux où les travaux auront été exécutés, ainsi que des voies d'accès à l'issue de chaque journée de travail.

Les circulations et issues de secours ne devront en aucun cas être encombrées par des fournitures ou des gravois. Le Titulaire notera que les gravois et les matériaux non réutilisés devront être évacués et conditionnés au fur et à mesure de l'avancement de l'ouvrage de façon à n'occasionner aucune gêne aux occupants et en respectant strictement la réglementation prévue en la matière.

4.10 : Liaisons avec le Titulaire

Toutes les conditions d'exécution impliqueront donc en permanence :

- la possibilité de joindre le Titulaire facilement, personnellement ou son chargé d'affaires dûment mandaté,
- que le chef d'équipe présent sur le chantier en l'absence du Titulaire ou de son représentant habituel, soit un interlocuteur dûment qualifié et responsable pour prendre toute décision aussi rapidement que possible,
- compte tenu de la nature des travaux, qu'au moins un membre de l'équipe présente sur le chantier comprenne, s'exprime, lise et écrive suffisamment en français pour assurer la réalisation des prestations.
- qu'une flexibilité qualitative et quantitative en main d'œuvre reste disponible en vue de faire face à plusieurs chantiers simultanément.

4.11 : Liaisons avec les autres corps d'état

D'une façon générale, le Titulaire doit consulter ou se procurer auprès de l'Organisme contractant, tous les renseignements nécessaires à ses études. Il a le devoir de les connaître et ne pourra, lors de l'exécution, ignorer les descriptifs des autres corps d'état, et de ce fait, demander des suppléments de prix.

ARTICLE 5 : DÉSIGNATION DES LOCAUX

Les locaux concernés par le présent accord-cadre sont ceux gérés directement par l'Organisme contractant, en pleine propriété ou en location, actuels ou futurs. D'importance et de taille très variables, ils peuvent être situés dans n'importe quelle zone géographique du Département de la Seine-Saint-Denis et de Paris.

= Adresses des sites principaux :

- Le siège social de la Caf situé au 52, rue de la République à Bobigny (93000),
- Le site de Rosny-sous-Bois (93110) situé 15/17 rue Jean Pierre Timbaud,
- Le site de St-Denis Basilique situé 9/11 Bd de la Commune de Paris (93200),
- Le site d'Aulnay sous-bois situé 134 rue Jacques Duclos (93600),
- L'immeuble « Le Descartes » au 29 Promenade Michel Simon à Noisy-le-Grand (93160),
- L'immeuble « Shamrock » au 32 Av du Pavé Neuf à Noisy-le-Grand (93160)
- Le centre de ressources d'Ile de France, 50 rue Finlay à Paris (75015).

ARTICLE 6 : MESURES D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ

6.1 : Mesures d'ordre social

Pour les mesures d'ordre social, il est fait application de la réglementation en vigueur, conformément aux dispositions de l'article L 5212-1 du Code du Travail.

6.2 : Mesures particulières d'hygiène et de sécurité

Le Titulaire et son personnel devront respecter strictement les diverses consignes générales et particulières de sécurité propres à chaque site qui leur seront communiquées.

Le Titulaire assurera l'exécution des prestations et travaux avec les équipements, les matériels et les produits nécessaires selon les règles de l'art et les normes en vigueur. Il devra doter le personnel d'exécution de vêtements de travail et de matériels de protection appropriés individuels et collectifs, conformes à la réglementation en vigueur. En outre, tous les agents en activité devront porter en permanence et de façon visible un badge spécifique de leur fonction.

Préalablement à l'exécution des travaux, le titulaire devra faire connaître au représentant de l'Organisme contractant, les renseignements suivants :

- le nombre de salariés affectés pour la durée de l'opération,
- les noms et qualification de la personne chargée de diriger l'intervention et d'encadrer le personnel.

Le Titulaire devra fournir, en outre, les renseignements nécessaires à l'établissement des laissez-passer qui seront exigés pour la circulation de son personnel dans les locaux de l'Organisme contractant.

Il devra, par ailleurs, faire connaître à l'Organisme contractant tous les changements de salariés affectés aux opérations intervenant en cours d'exécution de l'accord cadre.

ARTICLE 7 : VERIFICATIONS DES TRAVAUX

Avant exécution, le Titulaire doit vérifier toutes les côtes des plans qui lui sont remis. Il ne peut arguer d'omissions, d'erreur de plan ou de devis pour ne pas exécuter l'ensemble des ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux dans les règles de l'art.

Le Titulaire réceptionne les ouvrages sur lesquels il intervient et formule ses réserves à l'Organisme contractant avant tout commencement des travaux. En début de chantier, le Titulaire doit donner le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel est assujéti l'entrepreneur doit être réalisé à différents niveaux :

- au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, le Titulaire doit s'assurer que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- au niveau du stockage, le Titulaire doit s'assurer que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement stockées et protégées ;
- au niveau de l'interface entre corps d'état, le Titulaire doit vérifier, tant à la phase conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses prestations ;

- au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes du Titulaire doit s'assurer que la réalisation est faite conformément aux DTU, règles de l'art, etc... ;
- au niveau des essais, le Titulaire doit réaliser les vérifications ou essais imposés par le DTU, les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites. Il doit fournir les résultats obtenus en court et/ou en fin de chantier.

Les opérations de vérifications préalables à la réception des travaux prescrits par bon de commande seront effectuées conformément aux dispositions du présent C.C.A.P. et aux articles 41 et 42 du C.C.A.G. visé à l'article 3.1.

Il sera aussi opéré régulièrement, en cours d'exécution des travaux, à leur vérification, en vue de contrôler leur conformité aux prescriptions contractuelles et ce, afin de garantir la qualité technique demandée aux matériaux et aux prestations dans le strict respect des conditions de coûts et délais contractuels.

À défaut, ou en cas de réserves, les pénalités prévues au CCAP prendront effet à compter de cette date pour défaut de conformité intégral au Cahier des Charges.

ARTICLE 8 : DOCUMENTS À PRODUIRE

Avec son devis le Titulaire doit produire :

- La procédure de réalisation des travaux qu'il prévoit de respecter ;
- Tous les documents permettant de juger de la qualité des installations proposées dans le devis estimatif et quantitatif ;
- Les références d'équipements d'équivalence technique approuvée avec sa proposition en annexe.
- En cours de travaux :
 - Le Titulaire est tenu de remettre tous les croquis de montage, cotes d'encombrements, schémas, tous les éléments graphiques soit pour les modifications aux plans ayant servi de base à la consultation, soit pour les détails d'exécution ;
 - L'agrément d'un matériel autre que celui prévu au projet de base n'est possible que si le Titulaire informe en temps l'Organisme contractant pour en recueillir son approbation.

Dans le cas contraire, le Titulaire s'expose à refaire, à ses frais, les ouvrages non acceptés et prend de ce fait, à sa charge, toutes les sujétions entraînées par ses modifications.

Lors de la réception des ouvrages, le Titulaire remettra au représentant de l'Organisme, les plans de récolement indiquant les cheminements de tous les câbles, la position des boîtes de raccordement, les schémas unifilaires mis à jour des armoires et coffrets et le relevé des tests ci-dessus.

ARTICLE 9 : RÉCEPTION DES OUVRAGES

La réception des ouvrages se fera à l'achèvement de l'ensemble des prestations et des travaux afférents à l'exécution de l'opération commandée. La réception ne pourra intervenir qu'après l'exécution conforme des travaux de reprises. Les travaux de reprises dus aux prestations non conformes n'ouvriront droit à aucune plus value.

Le Titulaire devra réviser tous ses ouvrages et s'assurer qu'ils soient parfaitement étanches. Jusqu'à l'entier achèvement et la réception des travaux, il remplacera les objets détériorés. Tous les ouvrages devront être livrés en parfait état de finition et de propreté.

ARTICLE 10 : EXIGENCES EN MATIERE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

10.1 : Prescriptions en matière environnementale

Les principaux déchets seront des palettes de bois, des emballages plastiques, des emballages en papier et en carton, des emballages métalliques et des gravois. Les matériaux usagés seront évacués en déchetterie pour être détruits conformément à la réglementation en vigueur en matière environnementale (attestation d'engagement à fournir) ou être remis à des entreprises agréées afin d'être valorisés.

Pour rappel, le titulaire est responsable du devenir de ses déchets jusqu'à leur destruction.

Le Titulaire s'engage à exécuter les travaux et prestations en respectant des objectifs de développement durable et de protection de l'environnement (utilisation de produits non ou peu polluants, recyclage de ses déchets, réduction des nuisances environnementales générées par le chantier, maîtrise des consommations électriques, etc.).

10.2 : Mise en œuvre d'une clause sociale

L'Organisme contractant souhaite la mise en œuvre d'une clause sociale durant l'exécution du présent accord-cadre. Le Titulaire pourra se mettre en lien avec un facilitateur territorial pour la mise en œuvre de cette clause d'insertion sociale. La mise en œuvre se fera au niveau du territoire pris en charge par le Pouvoir adjudicateur, bénéficiaire des travaux. Un suivi de cette mise en œuvre sera effectué par le titulaire avec un compte rendu annuel.

ARTICLE 11 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE

11.1 : Obligations particulières

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat.

Dans le respect des normes en vigueur et dans le but d'assurer dans le temps une fiabilité constante des équipements confiés, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour exécuter l'ensemble des travaux et prestations qui lui sont demandés, notamment :

- Détacher un personnel de haute technicité,
- Garantir une grande rapidité d'exécution et d'intervention,
- Prendre contact avec le responsable du service technique de l'Organisme contractant sur le site, lors de chaque intervention.

En aucun cas le titulaire ne peut compter sur les installations existantes pour se dispenser d'organiser son chantier, de telle sorte que soient assurées par ses soins :

- la protection, le stockage et la surveillance des matériels et matériaux nécessaires aux travaux,
- la sécurité de ses personnels sur le chantier, leur encadrement,
- la bonne exécution des travaux dans les conditions satisfaisantes de sécurité, de propreté et d'efficacité,

Le rangement du matériel et de l'outillage est assuré quotidiennement de même que l'enlèvement des gravats ou détritiques de toutes sortes,

Le chantier doit être tenu en constant état de propreté et d'ordre. À tout moment, toutes les dispositions doivent être prises par le prestataire afin que zones de travail et de stockage ne présentent aucun danger pour les personnes et les biens. En fin de travaux, le nettoyage doit être effectué de façon approfondie et les lieux remis en état.

En cas de déroulement des interventions en site occupé sur plusieurs jours, l'entreprise devra prévoir à la fin de chaque journée de travail de procéder au nettoyage des zones de travail, à l'évacuation de ses déchets et au rangement parfait de l'espace de travail. À cet égard, il est formellement interdit de vider les produits utilisés pendant les travaux dans les sanitaires des sites.

11.2 : Obligations de conseil

Le Titulaire doit informer l'Organisme contractant, en temps opportun, des incidents prévisibles dès qu'il peut les déceler, en attirant son attention sur les conséquences qu'ils peuvent entraîner. Il suggère à l'Organisme contractant les travaux qu'il juge nécessaires pour assurer la remise en état ou le remplacement des matériels indispensables à un fonctionnement régulier des installations si ces derniers ne sont pas pris en charge dans le cadre du présent marché, ainsi que les améliorations ou modifications que doivent subir les installations et les locaux pour satisfaire à la réglementation en vigueur et, en particulier, en matière de sécurité et de réduction de la consommation d'énergie et de lutte contre la pollution.
